Bilan de RSF : les chiffres restent alarmants

Reporters sans frontières (RSF) publie son bilan annuel des exactions commises contre les journalistes dans le monde. En 2017, 65 journalistes ont été tués, 326 sont actuellement en détention et 54 sont retenus comme otages.

Le bilan RSF 2017 des exactions commises contre les journalistes établit que 65 d'entre eux ont été tués, soit dans l'exercice de leurs fonctions*, victimes par exemple d'un bombardement, soit assassinés parce que leurs enquêtes dérangeaient. Les reporters assassinés représentent d'ailleurs la part la plus importante de ces statistiques, soit 60%.

Ces chiffres restent alarmants. L'année 2017 est néanmoins la moins meurtrière pour les journalistes professionnels (50) depuis 14 ans. Depuis 2012, la baisse est même constante. Certes, ces derniers fuient des pays devenus trop dangereux, comme la Syrie, le Yémen ou la Libye… Mais RSF observe une plus grande prise de conscience des enjeux de protection des journalistes. Depuis 2006, plusieurs résolutions sur ce thème ont été votées à l'ONU et des procédures de sécurité mises en place dans de nombreuses rédactions.

Cette baisse ne s'applique pas aux femmes journalistes tuées dont le nombre a doublé en un an : dix sont mortes, contre cinq en 2016. La plupart d'entre elles avaient en commun d'être des journalistes d'investigation chevronnées et pugnaces. Malgré les menaces, elles continuaient à enquêter, à révéler des cas de corruption, d'extrémisme violent ou de trafic de drogue comme le faisaient, Daphne Caruana Galizia à Malte, Gauri Lankesh en Inde ou Miroslava Breach Velducea au

Mexique.

Autre tendance notable de l'année 2017, certains pays en paix deviennent presque aussi dangereux pour les journalistes que les zones de guerre : 46% des reporters tués l'ont été dans des pays où il n'y a pas de conflits déclarés, contre 30% en 2016. Le Mexique affiche désormais presque autant de morts (11) que la Syrie, pays le plus meurtrier pour les reporters (12 tués).

"*Les journalistes d'investigation qui travaillent sur de grands sujets tels que la corruption ou les scandales environnementaux jouent un rôle fondamental de contre-pouvoir et sont en cela lâchement assassinés par ceux que ces enquêtes dérangent,* déplore Christophe Deloire, secrétaire général de RSF. *Mener des enquêtes dans certains pays en paix est en train de devenir aussi dangereux que de couvrir un conflit. Cette situation alarmante rappelle la nécessité de davantage protéger les journalistes.*"

Au 1er décembre 2017, 326 journalistes se trouvaient derrière les barreaux pour avoir exercé leur profession. Comme pour la catégorie des tués, le nombre de détenus est moins important cette année (-6%). Bien que la tendance générale soit à la baisse, certains pays se démarquent pourtant par un nombre inhabituel de journalistes prisonniers. C'est le cas par exemple de la Russie et du Maroc. Pour autant, près de la moitié des journalistes détenus à travers le monde continuent de l'être dans seulement cinq pays. La Chine et la Turquie sont toujours les plus grandes prisons de journalistes au monde, suivies par la Syrie, l'Iran et le Vietnam.

Enfin, 54 journalistes sont actuellement aux mains de groupes armés non étatiques, comme le groupe Etat islamique ou les Houthis au Yémen. Près de trois quarts des otages sont des journalistes locaux, qui travaillent souvent dans des conditions précaires et risquées. Les journalistes étrangers otages à ce jour ont tous été enlevés en Syrie, sans que l'on

soit en mesure de déterminer où ils se trouvent actuellement.

Voir le bilan ici

REPORTERS SANS FRONTIÈRES/ REPORTERS WITHOUT BORDERS
Pauline ADES-MEVEL
Responsable du bureau UE/Balkans
Head of EU-Balkans desk